

DANS L'ACTUALITE du 22 au 28 décembre 2015

Textes officiels

JORF n° 0300 du 27 décembre 2015

Modification des missions et des statuts de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire

[Décret n° 2015-1757 du 24 décembre 2015 modifiant le décret n° 2006-369 du 28 mars 2006 relatif aux missions et aux statuts de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire ainsi que le décret n° 2006-1279 du 19 juin 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire](#)

Le présent décret s'applique aux délégations de service public conclues à compter du 1er janvier 2016 et aux immeubles édifiés ou acquis par les SCA pour lesquels un état descriptif de division a été établi à compter de cette même date

[Décret n° 2015-1763 du 24 décembre 2015 relatif au transfert du droit à déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée](#)

Accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles neufs

[Décret n° 2015-1770 du 24 décembre 2015 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles neufs](#)

[Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction](#)

Définition des prescriptions techniques en termes d'accessibilité que doivent respecter les matériels roulants affectés aux services réguliers interurbains de transport public routier de personnes librement organisés

[Arrêté du 18 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes](#)

JORF n° 0299 du 26 décembre 2015

Rectificatif : ordonnance relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme

[Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme \(rectificatif\)](#)

JORF n° 0298 du 24 décembre 2015

Déclaration des installations classées, formulaires de déclaration ICPE, télédéclaration

[Arrêté du 15 décembre 2015 relatif à la dématérialisation de la déclaration des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

JORF n° 0297 du 23 décembre 2015

Dématérialisation du Journal officiel de la République française

[LOI organique n° 2015-1712 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du Journal officiel de la République française](#)

[LOI n° 2015-1713 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du Journal officiel de la République française](#)

[Décision n° 2015-724 DC du 17 décembre 2015](#)

[Décret n° 2015-1717 du 22 décembre 2015 relatif à la dématérialisation du Journal officiel de la République française](#)

[Arrêté du 22 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 9 octobre 2002 relatif au site internet de Légifrance](#)

Projet de loi

Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation

[Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 décembre 2015](#)

Jurisprudence

Considéranrs de principe : Le Conseil d'Etat rappelle qu'il n'existe pas, dans le contentieux de la légalité, de principes généraux en vertu desquels une partie ne saurait se contredire dans la procédure contentieuse au détriment d'une autre partie ; et qu'il résulte des principes généraux du droit public français que les personnes morales de droit public ne peuvent pas se soustraire aux règles qui déterminent la compétence des juridictions nationales en remettant à la décision d'un arbitre la solution des litiges auxquelles elles sont parties

[CE 23 décembre 2015 Administration supérieure des îles Wallis et Futuna, req. n° 376018](#)

Le droit de préemption de l'Etat sur toute vente publique ou de gré à gré d'œuvres d'art

[CE 18 décembre 2015 M. A., req. n° 363163](#)

Avis sur la constitutionnalité et la compatibilité avec les engagements internationaux de la France de certaines mesures de prévention du risque de terrorisme

[CE, Ass. générale, 17 décembre 2015, req. n° 390867](#)

Avis sur le projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation

[CE, Ass. générale, 11 décembre 2015](#)

Vu par ailleurs

Urbanisme

Simplification des normes accessibilité : le décret et l'arrêté publiés

[Le ministère du Logement a annoncé le 28 décembre la publication du décret et de l'arrêté du 24 décembre 2015 « relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction ». Ces textes mettent en œuvre 17 des 50 mesures de simplification des normes de construction.](#)

Source : le Moniteur du 28/12/2015

Environnement

Des formulaires Cerfa pour les déclarations ICPE

[Un arrêté publié le 24 décembre 2015 vient compléter le décret du 9 décembre 2015 modifiant et simplifiant le régime des installations classées pour la protection de l'environnement \(ICPE\).](#)

Source : le Moniteur du 24/12/2015

Vu dans les revues

AJDA n° 44-2015 du 28 décembre 2015 p.2473, *Dossier : La lex generalis des relations entre le public et l'administration (2^e partie)*

AJDA n° 44-2015 du 28 décembre 2015 p.2504, *L'extension des pouvoirs du juge des référés en matière de reprise des relations contractuelle*, par Frédéric Lombard

AJDA n° 43-2015 du 21 décembre 2015 p. 2421, *Question autour d'une codification*, par Maud Vialettes et Cécile Barrois de Sarigny

AJDA n° 43-2015 du 21 décembre 2015 p. 2426, *L'association du public aux décisions prises par l'administration*, par Sébastien Saunier

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 160 – décembre 2015 p.26, *Dossier : Les contrats publics face aux défis énergétiques*

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 160 – décembre 2015 p.71, *Les conditions de passation du contrat de revitalisation artisanale et commerciale précisées*, par Laurent Le Corre

Presse

Toulouse et Montpellier font front commun

[Face à la grande région, les deux métropoles veulent peser sur la question des transports.](#)

Source : les Echos du 28/12/2015

L'interdiction des sacs plastiques reportée à avril

[Ce délai permettra d'attendre le retour de Bruxelles sur le décret français, définissant le sac plastique à usage unique \(les plus fins et les plus petits\), qui entrave la libre circulation au sein de l'Union européenne.](#)

Source : lefigaro.fr du 27/12/2015

Le gouvernement crée un Institut de la ville durable

[La France fourbit ses armes sur la ville durable.](#)

Le Monde.fr du 23/12/2015